



**RESTAURATION DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE SUR L'ARON  
AU MOULIN DE GAULT SUR LA COMMUNE DE LA DOMINELAIS**

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE**

**Bénéficiaire : Michel JAMBU**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000 ;

**Vu** le Règlement européen du 18 septembre 2007 n°1100/2007 instituant des mesures de reconstitution du stock d'anguilles européennes et notamment le volet local de l'unité de gestion Bretagne inséré dans le plan national de gestion de l'anguille ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-1, L.214-3 et suivants, L.211-1 et L.171-8 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2022 portant délégation de signature à M. Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** la décision du 22 mai 2023 du DDTM portant subdélégation de signature à M. Benoît ARCHAMBAULT, Chef du service eau et biodiversité de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 22 mars 2022 portant adoption du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 août 2018 approuvant le plan de gestion des poissons migrateurs pour les cours d'eau bretons (2018-2023) ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral du 9 avril 2018 portant sur la délimitation de l'Unité de Gestion de l'Anguille (UGA) en Bretagne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2012 portant sur la liste 2 des cours d'eau, tronçons de cours d'eau ou canaux classés au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement du bassin Loire-Bretagne, publié au journal officiel du 22 juillet 2022 ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral du 2 juillet 2015, approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine ;

**Vu** l'étude relative à la restauration de la continuité écologique sur le bassin versant de la Chère réalisée par le Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Versant de la Chère sur la période allant de 2019 à 2020 ;

**Vu** le rapport de manquement administratif du 03 mars 2023 notifié à Monsieur Michel JAMBU le 06 mars 2023 ;

**Vu** le courrier du 06 mars 2023 transmis à Monsieur Michel JAMBU l'invitant à présenter ses observations sur ce rapport et les suites administratives envisagées ;

**Vu** l'absence d'observations de Monsieur Michel JAMBU sur ce rapport de manquement et les suites administratives envisagées ;

**Considérant** que l'article L.211-1-I-7°) du code de l'environnement définit les intérêts à protéger pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et notamment le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques ;

**Considérant** que l'article L.211-1-II.1°) du code de l'environnement dispose que la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau doit satisfaire les exigences de la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole ;

**Considérant** que l'article L.211-1 III dispose que la gestion équilibrée de la ressource en eau ne fait pas obstacle à la préservation du patrimoine hydraulique, en particulier des moulins hydrauliques et de leurs dépendances, ouvrages aménagés pour l'utilisation de la force hydraulique des cours d'eau ;

**Considérant** que le moulin de Gault et ses ouvrages hydrauliques associés, situés sur l'Aron (affluent de la Chère), sur la commune de La Dominelais, appartenant à Monsieur Michel JAMBU, sont identifiés dans le Référentiel des Obstacles à l'Écoulement (ROE) sous le n°17362 ;

**Considérant** que le moulin de Gault et ses ouvrages hydrauliques associés font partie de la liste des ouvrages à enjeu essentiel du Plan de Gestion des Poissons Migrateurs des cours d'eau bretons, 2018-2023, qui décline au niveau territorial les obligations européennes de la France relatives à la protection des poissons migrateurs ; qu'ils se situent au sein de la Zone d'Actions Prioritaires (ZAP) Anguille, issue de l'application du règlement européen du 18 septembre 2007 n°1100/2007 instituant des mesures de reconstitution du stock d'anguilles européennes ;

**Considérant** que l'Aron fait partie des cours d'eau prioritaires pour lesquels des actions de restauration de la continuité écologique doivent être menées, en application des dispositions 1D (« Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau ») et 9A (« Restaurer le fonctionnement des circuits de migration ») du SDAGE Loire-Bretagne ;

**Considérant** que l'Aron se situe au sein d'une masse d'eau prioritaire visée par le SAGE Vilaine, pour laquelle des actions de restauration de la continuité écologique doivent être menées pour réduire le taux d'étagement du cours d'eau (objectif de 20%) ;

**Considérant** que l'étude relative à la restauration de la continuité écologique sur le bassin versant de la Chère réalisée par le bureau d'études Egis sur la période allant de 2019 à 2020 comprenant une évaluation de l'incidence des ouvrages du Moulin de Gault sur la libre circulation piscicole (suivant le protocole ICE - Information sur la Continuité Ecologique), démontre que les caractéristiques structurelles de ces ouvrages, compte tenu de leur implantation en barrage en lit mineur de l'Aron, en font un obstacle infranchissable, la majeure partie du temps, pour la montaison des espèces cibles anguille et vandoise ;

**Considérant** que les résultats de pêche scientifique de capture réalisés dans le cadre des mesures du Réseau de Contrôle de Surveillance (RCS) de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau, par l'Office Français de la Biodiversité, mettent en évidence la présence de vandoises dans l'Aron en 2008, 2010, 2012 et 2018 sur la station de mesures du réseau RCS ;

**Considérant** que l'article L.214-17-I du code de l'environnement dispose que :

*« I.-Après avis des conseils départementaux intéressés, des établissements publics territoriaux de bassin concernés, des comités de bassins et, en Corse, de l'Assemblée de Corse, l'autorité administrative établit, pour chaque bassin ou sous-bassin :*

*[...] 2° Une liste de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs. Tout ouvrage doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant, sans que puisse être remis en cause son usage actuel ou potentiel, en particulier aux fins de production d'énergie. S'agissant plus particulièrement des moulins à eau, l'entretien, la gestion et l'équipement des ouvrages de retenue sont les seules modalités prévues pour l'accomplissement des obligations relatives au franchissement par les poissons migrateurs et au transport suffisant des sédiments, à l'exclusion de toute autre, notamment de celles portant sur la destruction de ces ouvrages.*

*III.-Les obligations résultant du I s'appliquent à la date de publication des listes. Celles découlant du 2° du I s'appliquent, à l'issue d'un délai de cinq ans après la publication des listes, aux ouvrages existants régulièrement installés. [...]*» ;

# ARRÊTE

## Titre I : OBJET DE L'ARRÊTÉ

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'arrêté**

Monsieur Michel JAMBU - demeurant Le Moulin de Gault, 35390 LA DOMINELAIS - est mis en demeure de respecter l'article L.214-17-I du code de l'environnement, en assurant la libre circulation piscicole au droit du Moulin de Gault et de ses ouvrages hydrauliques associés (ROE n°17362) situés en barrage dans le lit mineur de l'Aron, pour les espèces cible anguille et vandoise, à la montaison et à la dévalaison.

### **Article 2 : Délai de la mise en demeure**

Monsieur Michel JAMBU doit réaliser les travaux de mise en conformité des ouvrages précités permettant la montaison et la dévalaison des espèces-cible précitées et doit transmettre les plans de récolement à la DDTM d'Ille-et-Vilaine, relatifs aux équipements réalisés, **avant le 1<sup>er</sup> octobre 2024**. Ces différents documents seront transmis à l'adresse suivante :

Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille et Vilaine  
Guichet Unique Police de l'Eau – Service Eau et Biodiversité  
Bâtiment Le Morgat - 12, rue Maurice Fabre - 35031 RENNES Cedex

### **Article 3 : Dispositions particulières**

Faute pour Monsieur Michel JAMBU de se conformer à la présente mise en demeure, il encourt les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement et pénales prévues à l'article L.173-1-2 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Délai et voies de recours**

La présente décision peut être contestée :

- par recours gracieux auprès du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine dans les deux mois suivant la notification de la décision considérée, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emportant décision implicite de rejet ;
- conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex, ou dématérialisé par l'application Télérecours citoyen accessible par le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

### **Article 5 : Notification et information des tiers**

Le présent arrêté préfectoral est notifié à Monsieur Michel JAMBU.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et inséré sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois ; une copie en sera déposée en mairie de LA DOMINELAIS et pourra y être consultée. Un extrait sera affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

**Considérant** que l'Aron de l'aval de l'étang de la Pille (commune de Saint-Sulpice des Landes) jusqu'à la confluence avec la Chère fait partie des cours d'eau listés par arrêté préfectoral du 10 juillet 2012, pour l'anguille et l'espèce holobiotique, vandoise, pris en application du 2° du I de l'article L.214-17 du code de l'environnement, publié au journal officiel du 22 juillet 2012 ;

**Considérant** que l'obligation de restauration de la continuité écologique définie par l'article L.214-17-I précité s'applique au propriétaire du moulin de Gault et de ses ouvrages hydrauliques associés, celle-ci devant être respectée avant le 22 juillet 2017 ;

**Considérant** que Monsieur JAMBU Michel n'a pas respecté l'article L.214-17-I du code de l'environnement, tel que constaté dans le rapport de manquement administratif du 03 mars 2023 ;

**Considérant** que cet ensemble hydraulique, en tant qu'ouvrage autorisé au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, porte atteinte aux intérêts visés par l'article L.211-1-I-7°) du code de l'environnement relatifs à la gestion équilibrée de la ressource en eau et notamment le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques ;

**Considérant** que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

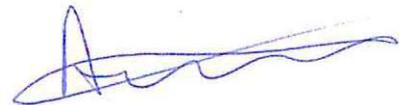
**SUR** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine ;

**Article 6 : Exécution**

MM. Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille et Vilaine, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine (DDTM), le Chef du service départemental d'Ille-et-Vilaine de l'Office Français de la Biodiversité et M. le Maire de LA DOMINELAIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation leur sera adressée.

Fait à Rennes le **15 JUN 2023**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Directeur départemental des Territoires et de la  
Mer et par subdélégation  
Le Chef du Service Eau et biodiversité



Benoît ARCHAMBAULT

Annexe 1 : Liste des plans de récolement attendus

Annexe 2 : Plan de situation des ouvrages et photographies

## Annexe 1 : Liste des plans de récolement attendus

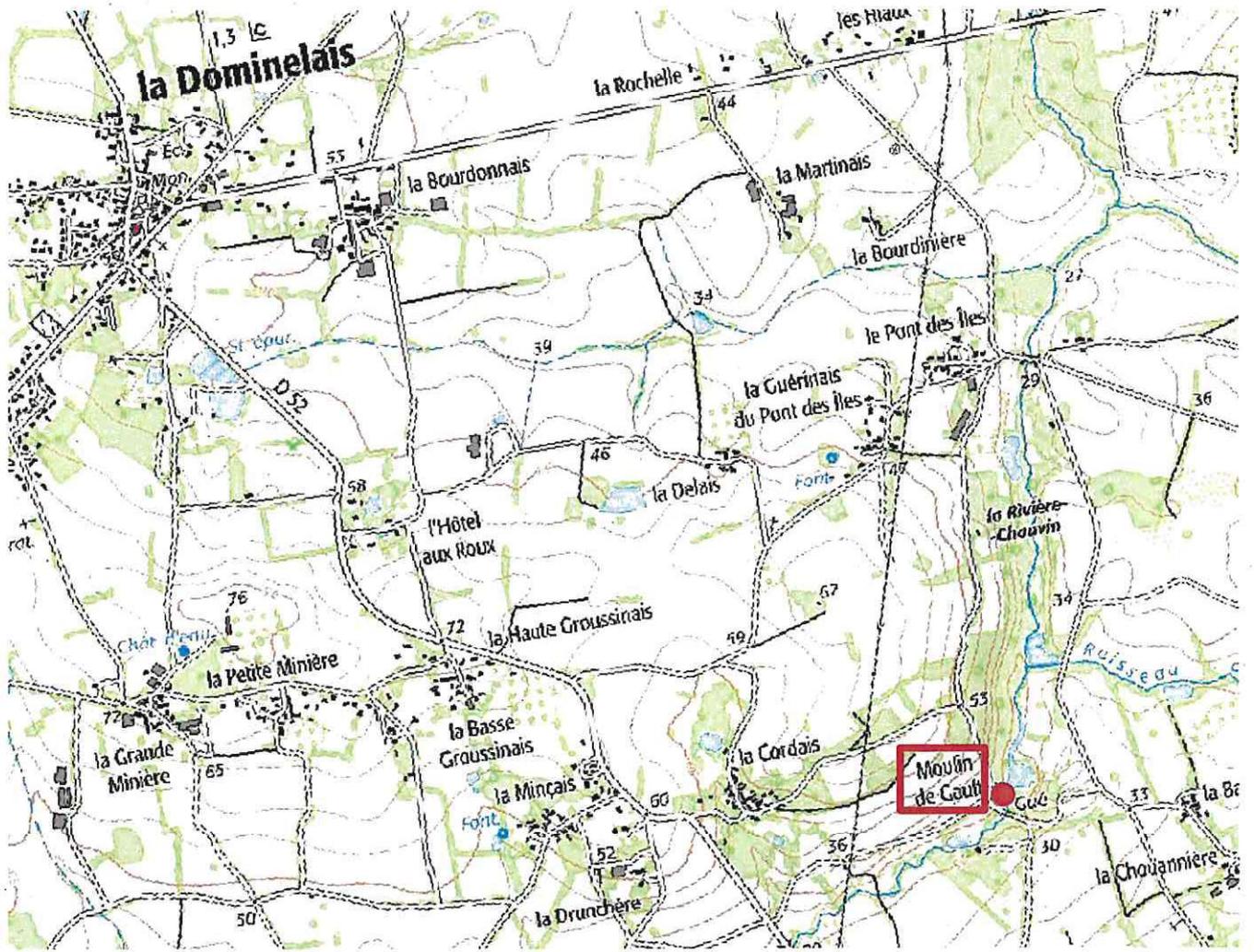
### Plans

- Plan général présenté sur fond topographique (échelle 1/200-1/100)
- Vue en plan présentant le dispositif intégré dans son environnement immédiat (accès, protections,...)
- Profil en long et coupes en travers-types de la passe ou plus généralement du dispositif (caractéristiques générales du dispositif définies au 1/100-1/50 et pour les détails et les coupes, au 1/50-1/20)
- Plan de principe du dispositif de piégeage et/ou de la station de contrôle
- Fixation des caractéristiques et dimensions des différentes parties du dispositif ainsi que son implantation topographique, en vue de son exécution
- Confirmation des choix techniques, nature des matériaux et équipements et conditions de leur mise en oeuvre
- Vérification de la stabilité et de la résistance des ouvrages dans les conditions d'exploitation auxquelles ils pourront être soumis
- Plans, coupes ou élévations, formes des différents éléments du dispositif
- Dispositions générales et spécifications techniques des équipements répondant aux besoins de l'exploitation

### Gestion

- Note relative aux modalités projetées pour l'exploitation du dispositif retenu et son entretien.

Annexe 2 : Plan de situation du Moulin de Gault et photographies de l'ouvrage



Vue générale de l'ouvrage, en barrage de l'Aron, depuis la rive gauche



Vue des ouvrages depuis l'aval (rive gauche)



Vue sur le canal usinier (partie aval – rive droite)





## **Annexe – Composition du dossier réglementaire**

Un **porter à connaissance** (présentant une modification d'un ouvrage existant) sera déposé pour la mise en œuvre du projet retenu pour atteindre l'objectif de restauration précité. Le régime de procédure applicable de ce dossier dépendra des caractéristiques du projet pour restaurer la libre circulation piscicole (autorisation ou porter à connaissance avec arrêté préfectoral de prescriptions) et de ses incidences sur l'environnement. Ce document comportera les éléments fixés dans l'article R.181-45 du code de l'environnement complétés par les précisions suivantes :

- L'emplacement sur lequel l'ouvrage et les travaux doivent être réalisés ;
- La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagée, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature concernée(s) ;
- Une analyse des incidences du projet sur la ressource en eau et les milieux aquatiques, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations ;
- Une évaluation des incidences du projet sur un ou plusieurs sites Natura 2000. Le contenu de l'évaluation d'incidence Natura 2000 est défini à l'article R.414-23 du code de l'environnement (CE) ;
- Une analyse de la compatibilité du projet avec le SDAGE Loire-Bretagne, le SAGE Vilaine et l'article L.211-1 du code de l'environnement ;
- S'il y a lieu les mesures correctives ou compensatoires envisagées.
- Une estimation du coût des travaux et du coût d'exploitation.

Concernant la description des travaux, une attention particulière devra être apportée au dossier sur les précisions suivantes :

- De la localisation des travaux et des installations de chantier ;
- Des points d'accès ou de traversée du cours d'eau ;
- Des moyens techniques mis en œuvre pour limiter les risques de pollution accidentelle et de destruction des milieux aquatiques.
- Des modalités d'enlèvement des matériaux, la destination des déblais et remblais éventuels et les dispositions prises pour l'évacuation et le traitement des éventuels déchets solides et liquides générés par le chantier ;
- Du calendrier de réalisation prévu.

Les éléments techniques détaillés à faire figurer pour le dimensionnement et la présentation de la solution de restauration de la continuité écologique retenue, sa mise en œuvre et son exploitation, seront a minima les suivants :

### **Dimensionnement**

- Tableau consolidé des niveaux d'eau amont et aval pour les débits caractéristiques (débits bas, médian et supérieur de la plage de fonctionnement retenue)
- Débits d'alimentation des dispositifs pour les débits caractéristiques
- Critères de dimensionnement des différentes composantes des dispositifs de franchissement
- Note de calcul hydraulique des écoulements dans les dispositifs pour les débits caractéristiques de la plage de fonctionnement retenue : débit dans la passe, énergie dissipée, chutes, vitesses maximales, niveaux d'eau pour les passes à bassins et les rivières de contournement ; débits et hauteur d'eau dans les passes à ralentisseurs et passes naturelles ; fonctionnement des dispositifs de régulation
- Principes constructifs, de fondation et de structure

## Plans

- Plan général présenté sur fond topographique (échelle 1/200-1/100)
- Vue en plan présentant le dispositif intégré dans son environnement immédiat (accès, protections,...)
- Profil en long et coupes en travers-types de la passe ou plus généralement du dispositif (caractéristiques générales du dispositif définies au 1/100-1/50 et pour les détails et les coupes, au 1/50-1/20)
- Plan de principe du dispositif de piégeage et/ou de la station de contrôle
- Fixation des caractéristiques et dimensions des différentes parties du dispositif ainsi que son implantation topographique, en vue de son exécution
- Confirmation des choix techniques, nature des matériaux et équipements et conditions de leur mise en œuvre
- Vérification de la stabilité et de la résistance des ouvrages dans les conditions d'exploitation auxquelles ils pourront être soumis
- Plans, coupes ou élévations, formes des différents éléments du dispositif
- Dispositions générales et spécifications techniques des équipements répondant aux besoins de l'exploitation

## Gestion

- Note relative aux modalités projetées pour l'exploitation du dispositif retenu et son entretien.

En fonction des rubriques de l'article R.214-1 du code de l'environnement visées dans votre dossier, il vous appartiendra de respecter les arrêtés de prescriptions générales le cas échéant. Bien que certains de ces arrêtés précisent uniquement dans leur titre les dossiers soumis à déclaration, il va de soi que les rubriques visées sont également applicables au porter à connaissance et dossier d'autorisation. Ces arrêtés constituent ainsi les exigences minimales requises.

Plus spécifiquement pour la réalisation des travaux, vous devrez respecter les recommandations du guide « **Bonnes pratiques environnementales en phase chantier** » de l'AFB, paru en 2018. (<https://professionnels.ofb.fr/fr/doc-comprendre-agir/elements-dhydromorphologie-fluviale>).

Si une solution d'aménagement à la montaison par création d'une rivière de contournement est retenue, les propositions formulées pourront s'appuyer sur le guide technique suivant : « **Guide technique pour la conception des passes à poissons Naturelles** » par LARINIER M., COURRET D., GOMES P., paru en 2006 par l'ONEMA. (<https://professionnels.ofb.fr/fr/node/169>). Vous pourrez également vous appuyer sur le guide technique suivant : « Passes à poissons : expertise, conception des ouvrages de franchissement » par LARINIER M., PORCHER J.P., TRAVADE F., GOSSET C., paru en 1992 par le Conseil Supérieur de la Pêche.

Si un aménagement est nécessaire pour assurer la dévalaison, les propositions formulées pourront s'appuyer sur le guide technique suivant : « **Guide pour la conception de prises d'eau ichtyocompatibles pour les petites centrales hydroélectriques** » par LARINIER M., COURRET D., paru en 2008 par l'ONEMA. (<https://professionnels.ofb.fr/fr/node/169>).